

Évreux : unis dans la colère, les fonctionnaires défilent



Les syndicats appelaient à manifester hier après-midi à Évreux pour tenter de faire plier le gouvernement et le président de la République. Au-delà des revendications nationales, les difficultés sont légion au plan local.

Rassemblés sous différents drapeaux mais pour une même cause. Hier après-midi, au départ du Bel-Ébat à **Évreux**, 1 000 manifestants selon les syndicats (800 estiment les forces de l'ordre) ont exprimé dans la rue leur opposition aux réformes portées par Emmanuel Macron et Édouard Philippe.

Quelques lycéens, des hospitaliers, enseignants, retraités, agents territoriaux, une poignée d'élus PS et PCF : l'appel national et unitaire des syndicats de fonctionnaires à manifester aura aussi permis de mettre en exergue des revendications plus locales.

« Mourir à l'hôpital à 70 ans et au travail ! »

« *Nous ne sommes pas nombreux car nous manquons tellement de personnels que ceux qui auraient voulu faire grève aujourd'hui ont été assignés*, assure la secrétaire du syndicat FO au centre hospitalier Eure-Seine (**Évreux-Vernon**). Évreux présente une spécificité, poursuit **Claire Bourillot** : *on cumule le manque de médecins et de personnels hospitaliers. En trois ans, les services ont été réorganisés quatre fois. On n'en peut plus. Avec ce que le gouvernement nous prépare, on va mourir à 70 ans, à l'hôpital et au travail. Ou alors ce sera la maison de retraite aussitôt après avoir terminé notre carrière* », ironise la syndicaliste.

Les hospitaliers présents dans le cortège ne cachaient pas leur désarroi. « *Manque de personnels et de moyens financiers : ça devient de plus en plus préoccupant* », témoignent Corine (35 ans) et Marie (48 ans). La première est en poste en court séjour/gériatrie à Cambolle. La seconde à l'Ehpad à Saint-Michel, structure dépendant du centre hospitalier. « *On nous demande de travailler de plus en plus souvent le week-end. La direction fait des économies sur tout. Il n'y a qu'un seul remplaçant pour deux*

absences. Dans mon service où l'on prend en charge des personnes âgées, on n'a plus le droit d'utiliser les gants le matin mais uniquement l'après-midi. »

« Nous manquons de médecins en extra-hospitalisation qui compte 250 malades. Nous demandons aussi un meilleur respect des malades et une vraie reconnaissance des personnels administratifs à l'hôpital de Navarre », revendique Philippe, 60 ans, syndiqué chez Solidaires-Sud Santé.

« Le gel du point d'indice et la hausse de la CSG signifient concrètement une baisse du pouvoir d'achat », insiste Jessy, 45 ans, représentant syndical à l'hôpital.

Les salaires comme les pensions sont au cœur de la colère des manifestants. *« Avec ma femme, nous allons perdre 50 € de retraite par mois. On a manifesté la semaine dernière à Évreux pour dire non au gel de nos pensions. Mais si nous sommes là cette fois encore, c'est pour nos enfants. On ne va pas les lâcher en cours de route ! », promet Jacques, ancien salarié dans l'industrie puis enseignant, à la retraite depuis l'an 2000.*

L'éducation nationale n'est pas mieux lotie explique **Laurent Baussier** : *« Il manque des enseignants en mathématiques, sciences physiques, espagnol et anglais dans plusieurs collèges et lycées de l'Eure. La disparition des 145 contrats aidés dans les établissements scolaires est particulièrement pénalisante, poursuit le représentant départemental FO Enseignement. Et la fermeture de deux collèges aura pour conséquence de surcharger les classes. »*

À ce propos, la FSU invitait hier les manifestants à gonfler les rangs du défilé organisé ce samedi à 11 h à Évreux pour sauver le collège Pablo-Neruda. Une décision prise par le Département et son ancien président Sébastien Lecornu, aujourd'hui membre du gouvernement nommé par Emmanuel Macron. Une décision qui, comme les projets du président de la République, cristallise bien des passions...

Rassemblés sous différents drapeaux mais pour une même cause. Hier après-midi, au départ du Bel-Ébat à **Évreux**, 1 000 manifestants selon les syndicats (800 estiment les forces de l'ordre) ont exprimé dans la rue leur opposition aux réformes portées par Emmanuel Macron et Édouard Philippe.

Quelques lycéens, des hospitaliers, enseignants, retraités, agents territoriaux, une poignée d'élus PS et PCF : l'appel national et unitaire des syndicats de fonctionnaires à manifester aura aussi permis de mettre en exergue des revendications plus locales.

« Mourir à l'hôpital à 70 ans et au travail ! »

*« Nous ne sommes pas nombreux car nous manquons tellement de personnels que ceux qui auraient voulu faire grève aujourd'hui ont été assignés, assure la secrétaire du syndicat FO au centre hospitalier Eure-Seine (Évreux-Vernon). Évreux présente une spécificité, poursuit **Claire Bourillot** :*

on cumule le manque de médecins et de personnels hospitaliers. En trois ans, les services ont été réorganisés quatre fois. On n'en peut plus. Avec ce que le gouvernement nous prépare, on va mourir à 70 ans, à l'hôpital et au travail. Ou alors ce sera la maison de retraite aussitôt après avoir terminé notre carrière », ironise la syndicaliste.

Les hospitaliers présents dans le cortège ne cachaient pas leur désarroi. « *Manque de personnels et de moyens financiers : ça devient de plus en plus préoccupant* », témoignent Corine (35 ans) et Marie (48 ans). La première est en poste en court séjour/gériatrie à Cambolle. La seconde à l'Ehpad à Saint-Michel, structure dépendant du centre hospitalier. « *On nous demande de travailler de plus en plus souvent le week-end. La direction fait des économies sur tout. Il n'y a qu'un seul remplaçant pour deux absences. Dans mon service où l'on prend en charge des personnes âgées, on n'a plus le droit d'utiliser les gants le matin mais uniquement l'après-midi.* »

« *Nous manquons de médecins en extra-hospitalisation qui compte 250 malades. Nous demandons aussi un meilleur respect des malades et une vraie reconnaissance des personnels administratifs à l'hôpital de Navarre* », revendique Philippe, 60 ans, syndiqué chez Solidaires-Sud Santé.

« *Le gel du point d'indice et la hausse de la CSG signifient concrètement une baisse du pouvoir d'achat* », insiste Jessy, 45 ans, représentant syndical à l'hôpital.

Les salaires comme les pensions sont au cœur de la colère des manifestants. « *Avec ma femme, nous allons perdre 50 € de retraite par mois. On a manifesté la semaine dernière à Évreux pour dire non au gel de nos pensions. Mais si nous sommes là cette fois encore, c'est pour nos enfants. On ne va pas les lâcher en cours de route !* », promet Jacques, ancien salarié dans l'industrie puis enseignant, à la retraite depuis l'an 2000.

L'éducation nationale n'est pas mieux lotie explique **Laurent Baussier** : « *Il manque des enseignants en mathématiques, sciences physiques, espagnol et anglais dans plusieurs collèges et lycées de l'Eure. La disparition des 145 contrats aidés dans les établissements scolaires est particulièrement pénalisante, poursuit le représentant départemental FO Enseignement. Et la fermeture de deux collèges aura pour conséquence de surcharger les classes.* »

À ce propos, la FSU invitait hier les manifestants à gonfler les rangs du défilé organisé ce samedi à 11 h à Évreux pour sauver le collège Pablo-Neruda. Une décision prise par le Département et son ancien président Sébastien Lecornu, aujourd'hui membre du gouvernement nommé par Emmanuel Macron. Une décision qui, comme les projets du président de la République, cristallise bien des passions...

Guillaume LEJEUNE